

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l’exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l’homme

Affaires examinées lors de la 1553^e réunion (DH) du 9 au 11 mars 2026

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ALBANIE	<i>Strazimiri</i>	Lien	21/05/2020	Mauvaises conditions de détention et traitement médical inadéquat d'une personne atteinte de troubles mentaux et soumise à un traitement médical obligatoire ordonné par un tribunal ; détention illégale dans une institution (pénitentiaire) inadéquate sans traitement psychiatrique approprié ; absence d'examen rapide de la légalité de la détention du requérant ; absence de droit à une indemnisation.	Lien	Lien
ARMÉNIE	<i>Chiragov et autres</i>	Lien	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant la phase militaire active (1992-1994) du conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région ; absence de recours effectif.	Lien	Lien
ARMÉNIE	<i>A.P.</i>	Lien	18/09/2024	Absence de cadre législatif et réglementaire pour protéger les mineurs contre les abus sexuels.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Mammadli</i> (groupe)	Lien	19/07/2018	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale (<i>Mammadli</i>) ou pour leur engagement politique et social actif (<i>Rashad Hasanov et autres</i>), en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Makuchyan et Minasyan</i>	Lien	12/10/2020	Manquement à faire exécuter une condamnation à une peine de prison pour crime de haine raciale commis à l'étranger, après le transfert vers l'Azerbaïdjan.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Sargsyan</i>	Lien	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant la phase militaire active (1992-1994) du conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région ; absence de recours effectif.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Mirzayev</i> (groupe)	Lien	03/03/2010	Non-exécution de décisions de justice définitives ordonnant l'éviction de personnes déplacées internes (IDP) qui occupaient de manière illégale les appartements des requérants.	Lien	Lien
	<i>Humbatov</i> (groupe)	Lien	03/03/2010		Lien	
	<i>Tarverdiyev</i> (groupe)	Lien	26/10/2007		Lien	
BELGIQUE	<i>L.B.</i> (groupe)	Lien	02/01/2013	Problème structurel concernant la détention prolongée d'internés (personnes déclarées irresponsables de leurs actes criminels en raison de leurs troubles de santé mentale) en prison sans soins médicaux adéquats.	Lien	Lien
	<i>W.D.</i>	Lien	06/12/2016			
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Muqishta</i>	Lien	31/08/2021	Décisions administratives arbitraires ; durée excessive des procédures administratives.	Lien	Lien
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Sejdić et Finci</i> (groupe)	Lien	22/12/2009	Discrimination fondée sur des considérations ethniques en raison de l'impossibilité pour les personnes non affiliées à l'un des « peuples constituants » (bosniaques, croates ou serbes) de se porter candidat aux élections de la Chambre des Peuples et à la Présidence.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Paketova et autres</i>	Lien	04/01/2023	Eviction de Roms de leurs maisons après des manifestations anti-Roms, sans possibilité d'y retourner.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Ekimdzhiev et autres</i>	Lien	24/09/2012	Absence de garanties suffisantes contre le risque d'abus dans le fonctionnement du système de surveillance secrète et du système de conservation et d'accès aux données de communication.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Stanev</i> (groupe)	Lien	17/01/2012	Illégalité du placement du requérant, souffrant de troubles mentaux, en foyer d'hébergement social ; absence de recours judiciaire et mauvaises conditions de vie ; impossibilité pour le requérant, partiellement privé de sa capacité juridique, d'en demander le rétablissement devant un tribunal.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Organisation Macédonienne Unie Ilinden et autres</i> (groupe)	Lien	19/04/2006	Refus injustifiés des tribunaux d'enregistrer une association visant « la reconnaissance de la minorité macédonienne de Bulgarie ».	Lien	Lien (reporté)
CHYPRE	<i>M.A. et Z.R.</i>	Lien	08/01/2025	Expulsion collective des requérants arrivés en bateau et l'absence de recours effectif à cet égard.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	<i>D.H. et autres</i>	Lien	13/11/2007	Discrimination des requérants dans l'exercice de leur droit à l'éducation du fait de leur scolarisation dans des écoles spéciales entre 1996 et 1999, en raison de leur origine rom.	Lien	Lien (reporté)

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme

Affaires examinées lors de la 1553^e réunion (DH) du 9 au 11 mars 2026

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
FRANCE	<i>H.F. et autres</i>	Lien	14/09/2022	Violation du droit d'entrer dans l'État dont on est ressortissant, en raison de l'absence de garanties appropriées contre l'arbitraire dans l'examen des demandes de rapatriement des enfants français retenus depuis 2019 dans les camps du nord-est de la Syrie.	Lien	Lien
GÉORGIE	<i>Tsintsabadze</i> (groupe)	Lien	18/03/2011	Défaut d'enquête effective sur des allégations d'atteintes à la vie ou de mauvais traitements ; recours excessif à la force par la police lors d'arrestations ou pendant la détention de suspects.	Lien	Lien
GRÈCE	<i>Sidiropoulos et Papakostas</i> (groupe)	Lien	25/04/2018	Mauvais traitements infligés par des agents de police et des garde-côtes et absence d'enquêtes effective.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Bakirdzi et E.C.</i>	Lien	03/04/2023	Restriction discriminatoire des droits de vote des requérants appartenant à des minorités nationales reconnues.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Gubacsi</i> (groupe)	Lien	28/09/2011	Traitements inhumains ou dégradants par des agents des forces de l'ordre et/ou absence d'enquête adéquates à cet égard.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Varga et autres</i> <i>István Gábor Kovács</i> (groupe)	Lien	10/06/2015	Surpopulation carcérale et mauvaises conditions de détention, absence de recours effectif et autres déficiences dans la protection des droits des détenus.	Lien	Lien
		Lien	17/04/2012		Lien	
HONGRIE	<i>Gazsó</i> (groupe)	Lien	16/10/2015	Durée excessive des procédures judiciaires et absence de recours effectif à cet égard.	Lien	Lien
ITALIE	<i>Cannavacciuolo et autres</i>	Lien	30/04/2025	Manquement des autorités à traiter l'abandon illégal systématique de déchets sur des terrains privés dans la région de Campanie (« Terra dei Fuochi »).	Lien	Lien
ITALIE	<i>J.A. et autres</i> (groupe) <i>Sadio</i>	Lien	30/06/2023	Détention illégale de migrants dans le "hotspot" de Lampedusa dans de mauvaises conditions et expulsion collective d'Italie ; mauvais traitements infligés au requérant lors de son arrestation et mauvaises conditions matérielles pendant son arrestation et son transfert ; absence de recours effectifs pour se plaindre des mauvaises conditions de vie.	Lien	Lien
		Lien	16/11/2023		Lien	
MALTE	<i>Galea et Pavia</i> (groupe)	Lien	11/06/2020	Durée excessive des procédures pénales, civiles et en recours constitutionnel, manque de voies de recours et durée de la détention provisoire.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>Ozdil et autres</i>	Lien	11/09/2019	Transfert extrajudiciaire de personnes vers la Türkiye, au mépris du droit national et international..	Lien	Lien
POLOGNE	<i>Tysiqc</i>	Lien	24/09/2007	Absence de cadre juridique approprié pour l'exercice du droit à l'avortement thérapeutique en cas de désaccord entre la patiente et le médecin spécialiste (<i>Tysiac</i>) et défaut d'accès aux tests prénataux permettant de prendre une décision éclairée sur l'opportunité de procéder à un avortement (<i>R.R.</i>). Manquement à l'obligation de fournir des informations fiables sur les conditions et procédures à suivre pour accéder à l'avortement légal (<i>P. et S.</i>). Impossibilité de pratiquer un avortement légal en Pologne en raison d'anomalies du fœtus à la suite d'un arrêt de la Cour constitutionnelle d'octobre 2020, adopté dans une composition ne respectant pas les exigences de l'État de droit et dans des circonstances révélant l'absence de prévisibilité (<i>M.L.</i>). Maintien imposé au requérant d'un régime pénitentiaire de haute sécurité assorti de mesures restrictives, notamment des recherches corporelles fréquentes, pendant une durée particulièrement longue et sans qu'il ait été démontré que cela restait nécessaire.	Lien	Lien
	<i>R.R.</i>	Lien	28/11/2011		Lien	
	<i>P. et S.</i>	Lien	30/01/2013		Lien	
	<i>M.L.</i>	Lien	14/03/2024		Lien	
PORTUGAL	<i>Fernandes</i>	Lien	16/01/2024	Maintien imposé au requérant d'un régime pénitentiaire de haute sécurité assorti de mesures restrictives, notamment des recherches corporelles fréquentes, pendant une durée particulièrement longue et sans qu'il ait été démontré que cela restait nécessaire.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Bălşan</i> (groupe)	Lien	23/08/2017	Manquement des autorités chargées de l'enquête, des poursuites et judiciaires à respecter leur obligation positive, en vertu de l'article 3 ou l'article 8, de protéger les requérants contre les actes de violence domestique ; manquement à s'acquitter des obligations positives prévues à l'article 8, y compris la cyberviolence.	Lien	Lien
	<i>M.S.D.</i>	Lien	03/03/2025			

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l’exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l’homme

Affaires examinées lors de la 1553^e réunion (DH) du 9 au 11 mars 2026

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ROUMANIE	C.	Lien	30/11/2022	Manquement à l'obligation de protéger l'intégrité personnelle de la requérante en raison de lacunes importantes dans l'enquête pénale concernant des allégations de harcèlement sexuel sur le lieu de travail.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Lingurar</i>	Lien	16/04/2019	Raid de la police organisé suite au profilage ethnique d'une communauté rom et absence d'enquête et de procédures effectives y compris sur les motifs discriminatoires du raid et des mauvais traitements subis par les requérants lors de l'opération.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Soare et autres</i> (groupe)	Lien	22/02/2011	Absence de cadre législatif et réglementaire adéquat sur l'usage d'armes à feu par la police ; usage non-justifié et disproportionné d'armes à feu par cette dernière et enquêtes ineffectives au sujet de tels incidents.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Fondation Andrey Rylkov et autres</i>	Lien	18/09/2024	Qualification des ONG « indésirables » et condamnation des requérants impliqués dans leurs activités sur la base de dispositions législative qui ne répondaient pas à l'exigence de « qualité de la loi ».	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Avagyan</i>	Lien	29/07/2025	Violation de la liberté d'expression pour plusieurs motifs.	Lien	Lien
	<i>Gadzhiyev et Gostev</i>	Lien	15/01/2025			
	<i>Google LLC</i>	Lien	08/10/2025			
	<i>Milashina et autres</i>	Lien	04/06/2025			
	<i>Novaya Gazeta et autres</i>	Lien	11/05/2025			
	<i>Suprun</i>	Lien	18/09/2024			
SERBIE	<i>Stanimirović</i> (groupe)	Lien	08/03/2012	Traitements inhumains ou dégradants par des agents des forces de l'ordre et/ou absence d'enquêtes effectives à cet égard.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Chypre c. Turquie</i>	Lien Lien (satisfaction équitable)	10/05/2001 12/05/2014	14 violations en relation avec la situation dans la partie nord de Chypre.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Varnava et autres</i>	Lien	18/09/2009	Absence d'enquête effective sur le sort de neuf Chypriotes grecs disparus durant les opérations militaires menées par la Turquie à Chypre en 1974.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Kavala</i>	Lien	12/05/2020	Détention injustifiée et prolongée du requérant sans soupçon raisonnable et dans le but inavoué de le réduire au silence.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Öner et Türk</i> (groupe)''	Lien	30/06/2015	Ingérences injustifiées et imprévisible dans la liberté d'expression, en raison des condamnations pénales, y compris en matière de diffamation, et de l'effet dissuasif en résultant.	Lien Lien	Lien
	<i>Nedim Şener</i> (groupe)	Lien	25/01/2012			
	<i>Altuğ Taner Akçam</i> (groupe)	Lien	26/09/2007			
	<i>Artun et Guvenner</i> (groupe)	Lien				
	<i>Işikirik</i> (groupe)	Lien	09/04/2018			
TÜRKIYE	<i>Selahattin Demirtaş</i> (n° 2) (groupe)	Lien	22/12/2020	Détention injustifiée des requérants en l'absence de raisons plausibles de les soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique. Levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner les requérants en raison de leurs discours politiques.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Erdoğan et autres</i> (groupe)	Lien	13/09/2006	Recours injustifié et excessif à la force par les membres des forces de sécurité lors d'opérations militaires et policières.	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme

Affaires examinées lors de la 1553^e réunion (DH) du 9 au 11 mars 2026

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
UKRAINE	<i>Ovcharenko et Kolos</i> (groupe)	Lien	12/04/2023	Révocation illégale des juges de la Cour constitutionnelle pour « rupture de serment » ; motivation insuffisante des décisions judiciaires dans les procédures de révocation.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Karabet et autres</i> (groupe)	Lien	17/04/2013	Violences de grande ampleur infligées aux détenus, avec la participation des forces spéciales, des groupes d'intervention rapide et du personnel pénitentiaire soit à titre de punition, soit au cours d'exercices d'entraînement, d'évacuation ou transportation de détenus et l'absence d'enquêtes effectives.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Naydyon</i> (groupe)	Lien	14/01/2011	Absence de procédure claire permettant aux détenus d'accéder aux documents nécessaires pour étayer leurs plaintes auprès de la Cour, ainsi qu'entrave au droit de recours individuel en raison des pressions psychologiques exercées par les autorités pénitentiaires sur les détenus concernant leurs requêtes devant la Cour.	Lien	Lien